

Date d'édition
01/05/2023

Date de révision trimestrielle
01/05/2023

Version
TFP/APS/2023/05

Auteur : Référence Pédagogique
M.FATEH DERRICHE



Les dispositifs utiles du code pénal

Accréditations

831 338 728 RCS CRETEIL – APE 8559A
Agrément SSIAP 1703
Agrément CQP APS : 9417111101
Autorisation CNAPS : FOR-094-2023-04-20-
20180628985
Numéro d'activité : 11 94 09515 94
N° INRS : 1487347/2020/SST-01/O/12

Contact

14, rue Jules Vanzuppe, 94200, Ivry Sur Seine
Tél : 0184770920
Email : contact@ecole-prev-securite.fr
Site internet : www.eps-formation.fr



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE

**LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT
PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE**

**APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION
DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.**

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE



Ecole de prévention
et de sécurité

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE

Notion de responsabilité

Définition

La responsabilité est l'obligation qui pèse sur une personne morale ou physique de réparer les dommages subis par une autre personne morale ou physique.

Le préjudice

Dommage subi par une personne dans ses biens, son corps, ses sentiments ou son honneur. Il existe plusieurs sortes de préjudices:

- préjudice corporel (*ex: accident de circulation avec blessure*)
- préjudice d'agrément (*ex: convalescence suite à une blessure entraînant le retrait du service incendie*)
- préjudice matériel (*ex: dégâts occasionnés lors d'une intervention*)
- préjudice moral (*ex: commentaire blessant sur un réseau social*)

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE

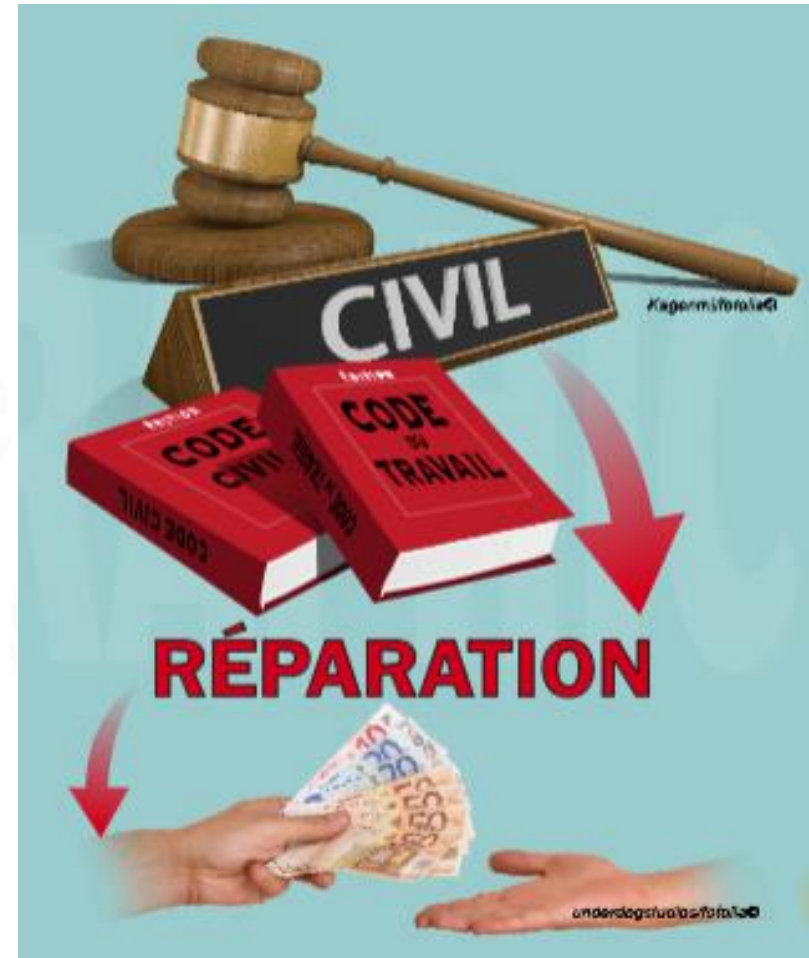
Notion de responsabilité

La responsabilité civile

Réparer le dommage que l'on aura causé à une personne physique ou morale, avec ou sans infraction.

La responsabilité administrative

Responsabilité civile de l'administration. Réparer un dommage causé par des agents à une personne physique ou morale, pour des faits ayant un lien avec le service.



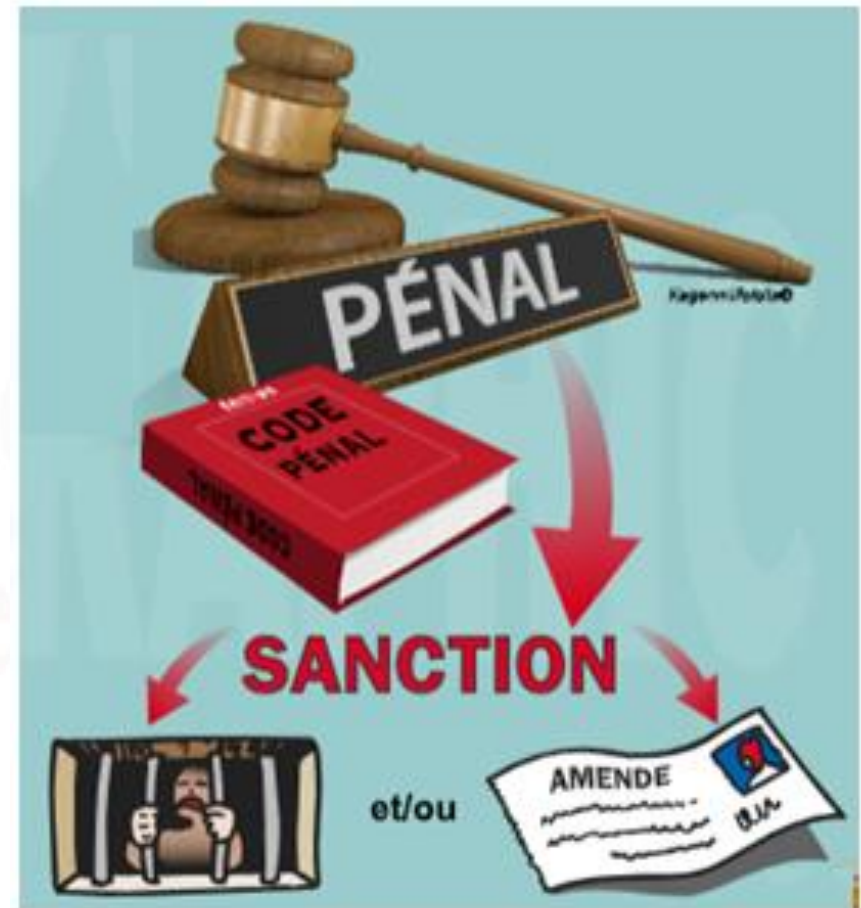
LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE Notion de responsabilité

La responsabilité pénale

Répondre de ses actes lorsqu'une infraction est commise et subir la peine qui lui est attachée par la loi (amende, contrôle judiciaire et/ou emprisonnement).

L'examen judiciaire commencera par relever les infractions, s'il y en a, avant d'étudier la responsabilité civile.



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE

Notion de responsabilité

Plainte et engagement des poursuites

La plainte est le point de départ des recours devant les juridictions adéquates.

Elle est exprimée par les victimes elles-mêmes ou par le Ministère public au nom de la société.



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE

Notion de responsabilité

Causes d'irresponsabilité ou d'atténuation de la responsabilité

La responsabilité pénale est engagée lorsque l'on commet une infraction sauf dans les cas suivants :

- **troubles psychiques ou neuropsychiques,**
- **sous l'emprise d'une force ou d'une contrainte au moment des faits,**
- **qui obéit aux ordres de sa hiérarchie sauf s'ils sont manifestement illégaux,**
- **l'erreur,**
- **la légitime défense** (moyens de défense proportionnés à la gravité de l'atteinte, sans moyen de faire autrement),
- **l'état de nécessité.**

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE L'infraction

Définition

C'est un fait prévu et sanctionné par un texte de lois, positif ou négatif, socialement imputable à son auteur ne pouvant se justifier par l'exercice d'un droit ou d'un devoir.

- **Positif :**

la commission d'un acte interdit par la loi.

Exemple : le meurtre (Art. 221-1 du CP)

- **Négatif :**

omission d'exercer un acte qu'oblige la loi.

Exemple : l'omission de porter secours (Art. 223-6 du CP)

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE L'infraction

Les éléments constitutifs de l'infraction

Pour constituer l'infraction, il faut réunir 3 éléments:

- **l'élément moral** - comportement de la volonté humaine moralement ou socialement répréhensible,
- **l'élément légal** - ce que dit et prévoit la loi pénale lorsqu'il y a violation,
- **l'élément matériel** - le fait matériel.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE L'infraction

Classifications des infractions

Les infractions sont classées par ordre croissant de gravité :

- **contravention** : pour les personnes physiques, peines privatives ou restrictives de droits, amende jusqu'à 1500 € (3000 € si récidive);
- **délit** : pour les personnes physiques, peine d'emprisonnement jusqu'à 10 ans, amende supérieure à 3750 €, travail d'intérêt général, jour-amende et stage de citoyenneté ;
- **crime** : pour les personnes physiques, peine d'emprisonnement à perpétuité ou à temps (30, 20 ou 15 ans au plus, 10 ans au moins) et amende éventuelle.



Pour les personnes morales, le Code pénal précise le montant des amendes.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE L'infraction

Les différentes peines :



- **l'amende** : sanction consistant à payer une somme d'argent en cas de violation de certaines règles juridiques.
- **la privation ou restriction des droits** : sanction consiste à une privation ou une restriction de certains droits.
- **le travail d'intérêt général** : travail non rémunéré à la place de l'emprisonnement
- **l'emprisonnement** : peine privative de liberté.



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE

Les juridictions de jugement

Définition

Compétence territoriale: zone géographique du tribunal ou de la juridiction. Compétence matérielle : tribunal compétent pour certaines matières ou domaines

Les juridictions civiles

Tranchent les litiges mais n'infligent pas de peine (loyer, divorce, consommation).

Le tribunal judiciaire est issu de la fusion du tribunal d'instance et du tribunal de grande instance situés dans une même commune (depuis janvier 2020).

Le tribunal judiciaire peut être constitué d'un certain nombre de chambres spécialisées, également appelées Tribunaux ou Chambres de proximité (*correspondant aux anciens tribunaux d'instance situés dans une commune différente du tribunal de grande instance*).

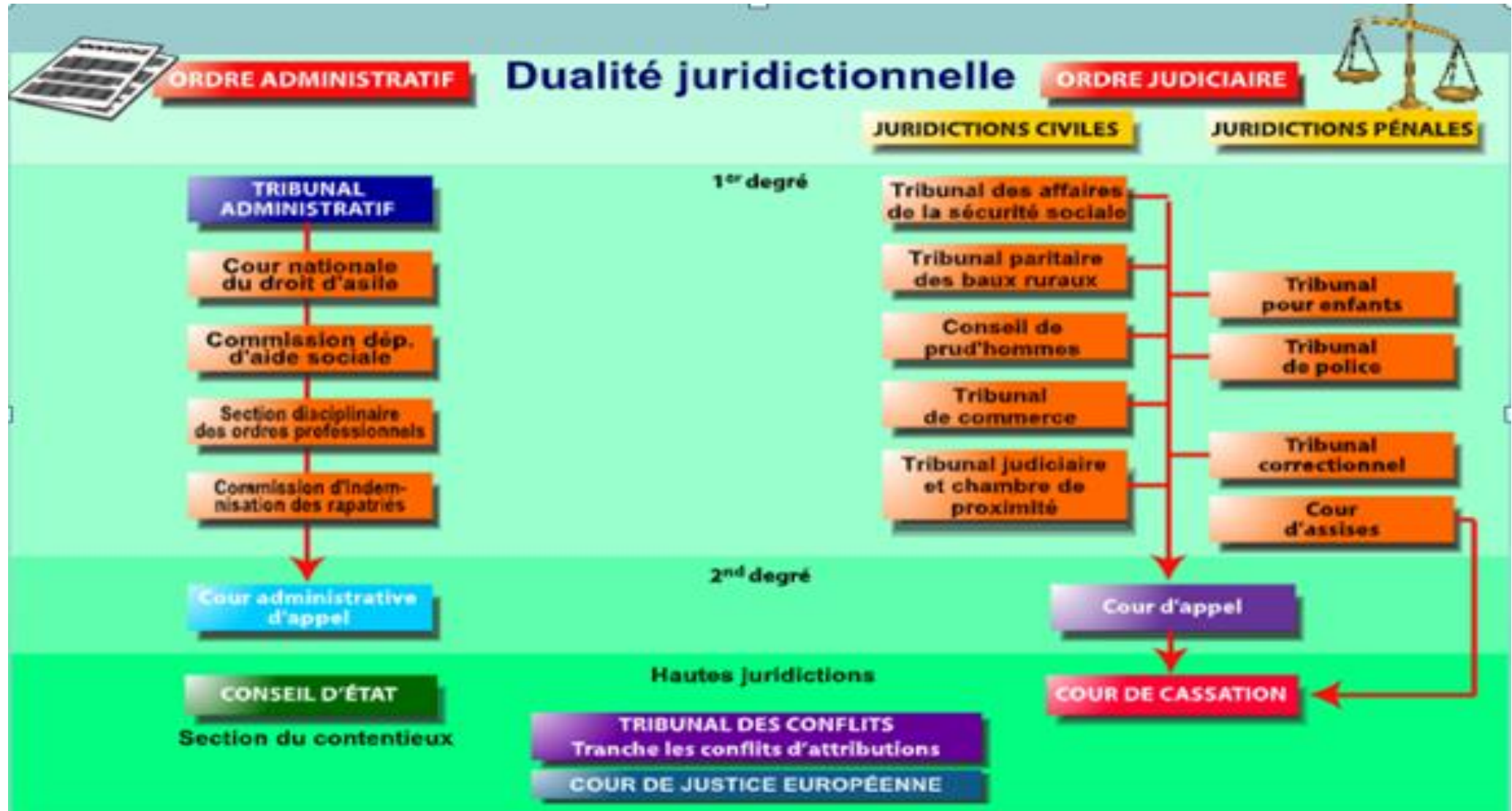
Les juridictions de jugement des infractions ou juridictions pénales

Les infractions sont jugées par des tribunaux pénaux :

- contraventions > **Tribunal de police**
- délits > **Tribunal correctionnel**
- crimes > **Cour d'Assises**

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

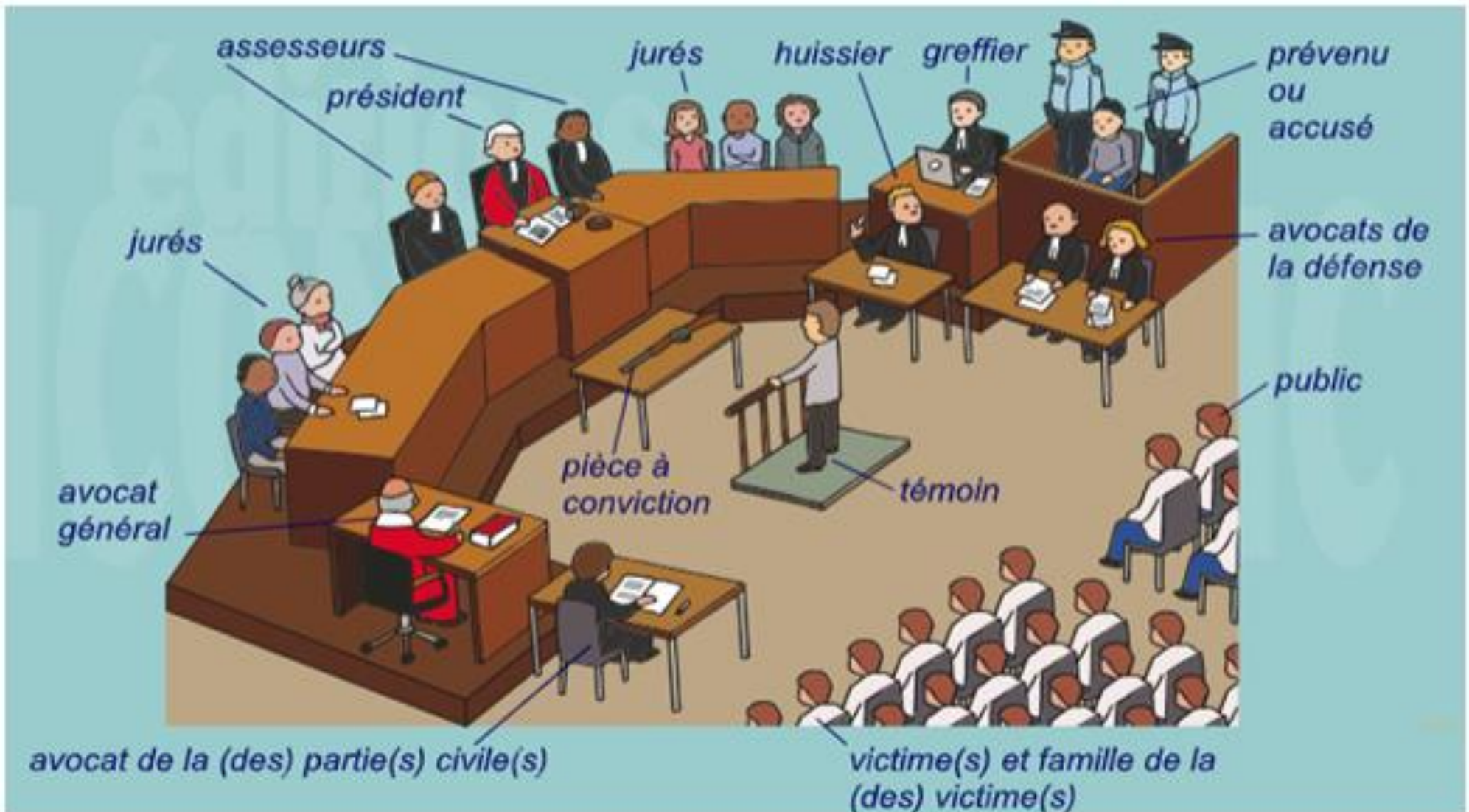
ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE

Composition de la cour d'assise



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

ORGANISATION JUDICIAIRE DE LA FRANCE

La séparation du pouvoir

On distingue trois pouvoirs

Palais de l'Elysée



Assemblée nationale



- **pouvoir exécutif**
(Président de la République
+ Gouvernement)

- **pouvoir législatif**
(Assemblée Nationale
+ Sénat)

- **pouvoir judiciaire**
(Tribunaux)



LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Notion d'arme

Art. 132-75 du C.P.: "Est une arme tout objet conçu pour tuer ou blesser (...)."

Tout objet, qui est destiné par son utilisateur à tuer, blesser ou menacer, devient à ce titre :

- **une arme par destination** (*tout objet qui devient une arme par son utilisation, comme par exemple un rasoir, une pierre, un outil...*);
- **une arme par nature** (*l'arme par définition stricte*);
- **une arme par imitation** (*exemple d'un jouet reproduisant fidèlement une arme par nature et qui est utilisée pour menacer*);
- **une arme par l'usage d'un animal** (exemple du chien).



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Légitime défense

Légitime défense des personnes :

Art. 122-5 alinéa 1 du C.P.: "N'est pénalement responsable la personne qui, devant une atteinte injustifiée envers elle-même ou autrui, accomplit, dans le même temps, un acte commandé par la nécessité de la légitime défense d'elle-même ou d'autrui, sauf s'il y a disproportion entre les moyens de défense employés et la gravité de l'atteinte."



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Légitime défense

2 conditions

Conditions relatives à l' agression	Conditions relatives à la défense
dirigée contre une personne ou un bien	nécessaire (la personne n'a aucun autre moyen de se soustraire au danger)
actuelle (le danger est imminent)	simultanée (la réaction de défense est immédiate par rapport à l'attaque)
injuste	proportionnée (l'acte de défense ne doit pas être disproportionné avec l'acte d'agression)
L'acte d'agression doit menacer la vie, l'intégrité corporelle de la personne mais aussi sa liberté physique, l'inviolabilité de son domicile, le vol sur sa personne.	L'acte de défense ne confère pas au titulaire du droit de légitime défense la faculté d'infliger un mal illimité à l'agresseur.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Légitime défense

Légitime défense des biens:

Art. 122-5 alinéa 2 du C.P. : "N'est pas pénalement responsable la personne qui, pour interrompre l'exécution d'un crime ou d'un délit contre un bien, accomplit un acte de défense, autre que l'homicide volontaire, lorsque cet acte est strictement nécessaire au but poursuivi dès lors que les moyens employés sont proportionnés à la gravité de l'infraction"

La défense des biens doit respecter 3 critères :

- acte de défense autre que l'homicide volontaire,
- acte de défense strictement nécessaire à l'arrêt du crime ou délit contre un bien,
- moyens de défense proportionnés à l'infraction et non à la valeur du bien.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Légitime défense

Légitime défense des biens :

Art. 122-6 du C.P. : deux cas privilégiés de la présomption de légitime défense:

"Est présumé avoir agi en état de légitime défense, la personne qui accomplit l'acte :

- pour repousser, de nuit, l'entrée par effraction, violence ou ruse, dans un lieu habité,
- pour se défendre contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence.»



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

L'état de nécessité

Art. 122-7 du C.P. : "N'est pas pénalement responsable la personne qui, face à un danger actuel ou imminent qui menace elle-même, autrui ou un bien, accomplit un acte nécessaire à la sauvegarde de la personne ou du bien, sauf s'il y a disproportion entre les moyens employés et la gravité de la menace.»

Pour sauver une personne ou un bien **menacé par un danger actuel ou imminent**, toute personne peut commettre une infraction si **les moyens employés sont proportionnés à la menace**.

Attention!

Il n'existe pas d'état de nécessité si la personne se met
volontairement en danger.

L'auteur de l'acte engage sa responsabilité civile.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Atteintes à la personne

Atteintes à l'intégrité physique :

Les actes de barbarie et de torture sont des crimes.

Art. 221-1 du C.P. : *"Le fait de donner volontairement la mort à autrui constitue un meurtre. Il est puni de trente ans de réclusion criminelle."*

Art. 222-17 du C.P. : *"La menace de commettre un crime ou un délit contre les personnes dont la tentative est punissable est punie de six mois d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende lorsqu'elle est, soit réitérée, soit matérialisée par un écrit, une image ou tout autre objet. La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende s'il s'agit d'une menace de mort."*

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Atteintes à la personne

Mise en danger d'autrui :

Art. 223-1 du C.P. : *"Le fait d'exposer directement autrui à un risque immédiat de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente par la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende."*

Constitution de cette infraction:

- l'exposition d'autrui,
- l'exposition à des risques de mort ou de blessures,
- l'existence d'un règlement imposant des obligations de sécurité et de prudence,
- la violation délibérée d'une obligation de règlement.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Atteintes à la personne

Entrave aux mesures d'assistance:

Art. 223-5 du C.P. : *"Le fait d'entraver volontairement l'arrivée de secours destinés à faire échapper une personne à un péril imminent ou à combattre un sinistre présentant un danger pour la sécurité des personnes est puni de 7 ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende."*

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Atteintes à la personne

Omission de porter secours :

Art. 223-6 alinéa 1 du C.P. : *"Quiconque pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne s'abstient volontairement de le faire est puni de 5 ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende."*

Art. 223-6 alinéa 2 du C.P. : "Sera puni des mêmes peines quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ou pour les tiers, il pouvait lui prêter soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours."



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Atteintes à la personne

Ce qu'il faut retenir :

L'A.P.S. a obligation d'intervenir s'il n'encourt aucun risque pour lui ou les autres et s'il a les capacités de:

- porter ou provoquer secours à une personne victime d'atteintes corporelles,
- porter ou provoquer assistance à personne en péril.

Atteintes aux libertés de la personne :

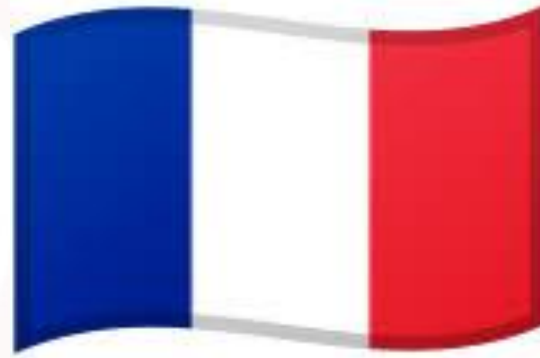
Art. 224-1 du C.P.: *Enlèvement et séquestration.*

"Le fait, sans ordre des autorités constituées et hors les cas prévus par la loi, d'arrêter, d'enlever, de détenir ou de séquestrer une personne est puni de vingt ans de réclusion criminelle."

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Atteintes aux Intérêts fondamentaux de la Nation



Art. 410-1 du C.P. : *"Les intérêts fondamentaux de la Nation s'entendent au sens du présent titre de son indépendance, de l'intégrité de son territoire, de sa sécurité, de la forme républicaine de ses institutions, des moyens de sa défense et de sa diplomatie, de la sauvegarde de sa population en France et à l'étranger, de l'équilibre de son milieu naturel et de son environnement et des éléments essentiels de son potentiel scientifique et économique et de son patrimoine culturel."*

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Atteintes aux Intérêts fondamentaux de la Nation

Espionnage: Art. 411-1 du C.P.

Livraison de tout ou partie du territoire national, de forces armées ou de matériels à une puissance étrangère: Art. 411-3 du C.P.

Livraison d'informations pouvant porter atteinte à la Nation: Art. 411-6 du C.P.

Livraison de données informatisées pouvant porter atteinte à la Nation: Art. 411-7 du C.P.

Sabotage: Art. 411-9 du C.P.



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Atteintes aux Intérêts fondamentaux de la Nation

Usurpation de fonctions

L'A.P.S. ne détenant aucune des qualifications exercées par les agents représentant les forces publiques, doit connaître ses limites d'intervention (Art. 53, 55, 73, 78 et 803 du Code de procédure pénale) et en aucun cas les dépasser.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données

Pendant ou à l'occasion de l'exercice de ses missions, l'APS peut être amené à utiliser des moyens informatiques, pour lesquels il doit respecter les conditions d'utilisation conformément à la législation et à la réglementation intérieure de l'entreprise où il exerce.

Art. 323-1 du C.P. : "...accéder ou se maintenir frauduleusement dans tout ou une partie d'un système de traitement automatisé de données..."

...suppression ou modification de données contenues dans le système, altération du fonctionnement de ce système..."

Art. 323-2 du C.P. : "...entraver ou fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé de données..."

Art. 323-3 du C.P. : "...introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou supprimer ou modifier frauduleusement les données..."

Art. 411-9 du C.P. : Sabotage.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Atteintes à l'action de la justice

L'agent de sécurité, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses missions, doit respecter les procédures légales d'application de la justice.

Du fait de son activité particulière de sécurité et de prévention, il est plus exposé qu'un citoyen non dépositaire d'une autorité publique.

Art. 434-1 du C.P. : *"...quiconque ayant connaissance d'un crime (...) ne pas en informer les autorités judiciaires ou administratives est puni de 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende."*

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Les principales infractions rencontrées par les A.P.S.

Le vol simple

Art. 311-1 du C.P. : *"Le vol est la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui."*

Deux éléments définissent l'infraction :

- la chose qui peut être de l'énergie, document, bien meuble,
- l'appartenance à autrui.

Art. 311-2 du C.P. : *"La soustraction frauduleuse d'énergie au préjudice d'autrui est assimilé à du vol."*

Art. 311-3 du C.P. : *"Le vol est puni de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende."*

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Les principales infractions rencontrées par les A.P.S.

Le vol simple

Le vol commis avec effraction (Art. 132-73 du C.P.), fait de violence, aggrave les peines (Art. 311-4 à 311-8 du C.P.): 5 ans et 75 000 € d'amende, 7 ans et 100 000 € d'amende, avec usage ou menace d'une arme, jusqu'à 20 ans de réclusion et 150 000 € d'amende.



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

LES ARTICLES DU CODE PÉNAL QUI INTÉRESSENT PRINCIPALEMENT L'ACTIVITÉ DE SÉCURITÉ PRIVÉE

Les principales infractions rencontrées par les A.P.S.

Destructions, dégradations et détérioration

Art. 322-1 du C.P. : *"La destruction, la dégradation ou la détérioration d'un bien appartenant à autrui est puni de 2 ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende, sauf s'il n'en est résulté qu'un dommage léger."*

Le fait de tracer des inscriptions, des signes ou des dessins, sans autorisation préalable sur les façades, les véhicules, les voies publiques ou le mobilier urbain est puni de 3750 € d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général lorsqu'il n'en est résulté qu'un dommage léger."



**APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE
DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION
DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS
LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.**

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

L'agent de prévention et de sécurité (APS) ne possède aucun droit particulier pour faire face à un délit et crime flagrant.

Il n'est ni un gendarme, ni un policier.

IL NE PEUT DONC PAS:

- **procéder à une arrestation,**
- **fouiller une personne, un bagage ou un véhicule,**
- **contrôler une identité.**

L'APS a les mêmes droits qu'un citoyen (sous certaines conditions):

- **procéder à une appréhension,**
- **pratiquer une palpation,**
- **soumettre l'entrée dans un lieu privé à la justification d'une identité,**
- **contrôler le contenu des bagages et véhicules.**

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Qualités pour appréhender

L'article 73 du Code de procédure pénale (C.P.P.) précise que :

"Dans le cas de crime ou de délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, toute personne a qualité pour en appréhender l'auteur et le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche."



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Qualités pour appréhender

- **Le crime**

Infraction punissable de peines criminelles (réclusion criminelle, détention criminelle) dont l'auteur devra répondre de ses actes devant la **Cour d'assises**.

On peut citer le meurtre, le viol, les tortures et actes de barbaries, les vols aggravés (*avec violences, en bande organisée, etc.*).

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Qualités pour appréhender

- **Les délits**

Infractions pénales punissables de peines correctionnelles (emprisonnement, amende) dont les coupables sont traduits devant un tribunal correctionnel.

Seuls les délits punis d'une peine d'emprisonnement peuvent être pris en compte pour la reconnaissance du droit d'appréhension (vols, dégradations et destructions volontaires, incendies, escroqueries, coups et blessures volontaires, menaces et chantages, etc.).

Seuls de rares délits ne sont justiciables que d'une amende, on peut citer le fait de porter des inscriptions sur un bâtiment (tags).

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Qualités pour appréhender

Le droit autorise l'emploi de la coercition, c'est-à-dire l'usage de la force, pour contraindre, si cela s'avère nécessaire, l'auteur qui se débattrait pour se soustraire à cette appréhension.

Cette force doit être strictement nécessaire pour maîtriser l'individu, c'est-à-dire proportionnée à la résistance rencontrée (violences légitimes).

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Le crime ou délit flagrant

L'article 53 du C.P.P. précise que :

"Est qualifié crime ou délit flagrant le crime ou le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre. Il y a aussi crime ou délit flagrant lorsque, dans un temps très voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique, ou est trouvée en possession d'objets, ou présente des traces ou indices, laissant penser qu'elle a participé au crime ou au délit."

Il définit 5 cas le flagrante...



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Le crime ou délit flagrant

Le crime ou le délit qui se commet actuellement

Infraction qui se commet sous les yeux de l'agent.

Exemple :

Une personne âgée se fait agresser par un individu dans un centre commercial. Il lui donne plusieurs coups de couteau (Art. 222-3 du C.P.: 20 ans de réclusion criminelle).

Par conséquent, cette agression étant punie par de la prison, l'APS peut appréhender l'individu.



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Le crime ou délit flagrant

Le crime ou le délit qui vient de se commettre

Délit qui s'est commis depuis peu de temps et dont l'APS a connaissance.

Exemple :

Un employé de l'entreprise X s'aperçoit que la porte de son bureau a été fracturée. Son ordinateur a disparu. Il le signale au service de sécurité. Une demi-heure plus tard, le rondier, pendant sa ronde, aperçoit un individu rôder dans l'entreprise. Il peut procéder à son appréhension en flagrant délit de vol.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Le crime ou délit flagrant

Dans un temps très voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique.

Auteur de crime ou délit qui prend la fuite sous les cris de plusieurs personnes..

Exemple:

En fonction à l'intérieur de la galerie marchande d'une grande surface, un APS constate qu'un individu s'enfuit vers la sortie alors que plusieurs personnes s'écrient "Arrêtez-le ! Au voleur ! Il a volé mon collier en or!". L'APS peut agir en flagrant délit (Art. 311-3 du C.P.: 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende). Par conséquent, ce vol étant puni par de la prison, l'APS peut appréhender l'individu.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Le crime ou délit flagrant

Dans un temps très voisin de l'action, la personne soupçonnée est trouvée en possession d'objets laissant penser qu'elle a participé au crime ou au délit.

L'APS ne peut, comme un OPJ, procéder à une fouille-perquisition sur une personne pour la recherche de preuves dans le cadre d'une enquête de flagrant délit. Les objets que porte la personne soupçonnée doivent donc **être apparents**.

Exemple:

Un APS est en poste au contrôle d'accès de l'usine Y. On lui signale le vol de deux unités centrales le jour même. À 13 heures, un ouvrier sort avec son véhicule. L'APS voit des unités centrales sur les sièges arrière. Il peut procéder à l'appréhension de l'ouvrier.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Le crime ou délit flagrant

Dans un temps très voisin de l'action, la personne soupçonnée présente des traces et indices laissant penser qu'elle a participé au crime ou au délit.

La certitude de la culpabilité de la personne ne s'impose pas, il suffit qu'il existe à son encontre des soupçons justifiés.

Exemple :

L'APS X travaillant dans une galerie marchande découvre une personne ensanglantée dans les WC pendant sa ronde. Elle lui dit qu'elle vient de se faire poignarder. L'APS X contacte immédiatement son chef de poste et ses collègues. Cinq minutes plus tard, le rondier Y voit un individu avec du sang sur ses habits.

Son appréhension en flagrant délit se justifie.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Le crime ou délit flagrant

Dans un temps très voisin de l'action, la personne soupçonnée présente des traces et indices laissant penser qu'elle a participé au crime ou au délit.

Le(s) complice(s) ou le(s) coauteur(s) d'une infraction encourent les mêmes peines que l'auteur principal.

Art. 121-7 du C.P. : "Est complice d'un crime ou d'un délit la personne qui sciemment, par aide ou assistance, en a facilité la préparation ou la consommation.

Est également complice la personne qui par don, promesse, menace, ordre, abus d'autorité ou de pouvoir aura provoqué à une infraction ou donné des instructions pour la commettre."

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

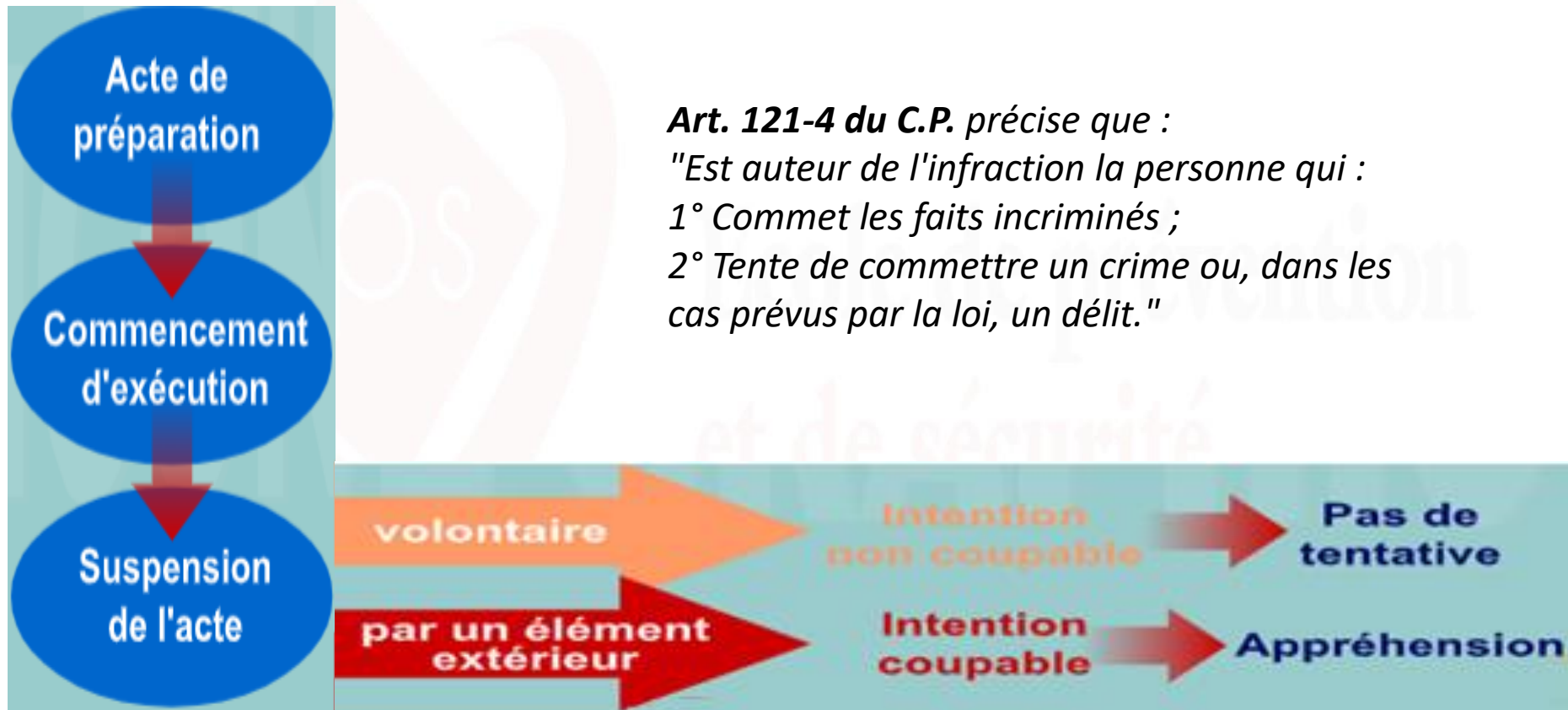
La tentative

Art. 121-4 du C.P. précise que :

"Est auteur de l'infraction la personne qui :

1° Commet les faits incriminés ;

2° Tente de commettre un crime ou, dans les cas prévus par la loi, un délit."



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Obligations de l'auteur de l'appréhension

L'article 73 du C.P.P. précise que :

"La personne qui procède à l'appréhension de l'auteur d'un crime ou d'un délit flagrant, qu'il soit majeur ou mineur, doit le conduire devant l'OPJ le plus proche.»

Cet OPJ peut être :

- un OPJ de la Gendarmerie nationale,
- un OPJ de la Police nationale,
- le maire de la commune.

Dans la pratique, pour une raison de sécurité, l'APS appelle les services de police ou de gendarmerie qui se déplaceront sur le site.



LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Obligations de l'auteur de l'appréhension

L'APS doit noter avec précision la date et l'heure :

- de l'appréhension,
- d'appel à l'OPJ compétent,
- de présentation à l'OPJ saisi ou de remise en liberté.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Obligations de l'auteur de l'appréhension

L'OPJ compétent doit être informé dans les meilleurs délais. Le fait pour l'APS de retenir la personne appréhendée plusieurs heures avant de faire appel à la gendarmerie ou la police constitue un délit de séquestration.

L'APS qui procède à une appréhension devient responsable de la personne appréhendée pendant tout le temps où il la maintient à la disposition de l'OPJ informé.

La personne appréhendée ne doit jamais rester seule. Une surveillance vidéo est fortement recommandée (*preuve en cas de problème*).

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Obligations de l'auteur de l'appréhension

Atteintes aux biens dans les magasins à grande surface

Il est admis que les responsables de magasin ne fassent pas systématiquement appel aux services officiels. Ils ont, en effet, la possibilité d'adresser une lettre (fiche d'appréhension) portant indication du dépôt ou non de plainte au Procureur de la République compétent.

Appréhension d'un mineur

L'appréhension d'un mineur dans le cadre de cette procédure particulière doit dans tous les cas être suivie d'un appel au responsable légal ou à défaut aux forces de police ou de gendarmerie.

Appréhension d'une femme

Pour l'appréhension d'une femme, l'APS de sexe masculin doit se faire accompagner par une collègue dans le local d'interpellation pour éviter certains problèmes.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Obligations de l'auteur de l'appréhension

Désarmer une personne appréhendée :

Si les conditions de l'appréhension font craindre un risque quelconque (individu connu pour sa dangerosité, comportement suspect, menaces verbales...), l'APS doit s'assurer que la personne appréhendée en flagrant délit ne porte aucune arme ou objet susceptible de servir d'arme. Il peut procéder à une palpation.

Elle ne se justifie que si les circonstances de l'appréhension ou l'attitude de la personne appréhendée font craindre une agression grave sur la personne de l'APS (Juris classeur de procédure pénale - Art. 53 à 73 du C.P.P.).

La technique consiste à palper la personne par-dessus les vêtements. Les mains ne peuvent être glissées dans les vêtements ou les poches que dans les cas où la palpation a révélé la présence d'une arme ou d'un objet susceptible de servir d'arme.

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Obligations de l'auteur de l'appréhension

LA FOUILLE EST INTERDITE PAR LA LOI

(sauf pour un officier ou un agent de police judiciaire dans des conditions particulières).

**Il ne peut être procédé à une palpation
que par une personne du même sexe.**

LES DISPOSITIONS UTILES DU CODE PÉNAL

APPLICATION DE L'ARTICLE 73 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET APPLICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DANS LE CADRE DES MISSIONS DE L'A.P.S.

Obligations de l'auteur de l'appréhension

Prévention de traces ou indices

L'article 55 du C.P.P. précise que :

"Dans les lieux où un crime a été commis, il est interdit, sous peine d'une amende de 4ème classe, à toute personne non habilitée, de modifier avant les premières opérations de l'enquête judiciaire l'état des lieux et d'y effectuer des prélèvements quelconques."

